

RECUL DU FLN AUX DERNIÈRES LÉGISLATIVES

Les «explications» d'Ould-Abbès

Le secrétaire général du FLN met le recul du parti en terme de sièges de députés remportés le 4 mai dernier par rapport à la cagnotte récoltée il y a cinq ans sur le compte de la loi électorale.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Pour Djamel Ould-Abbès qui s'exprimait, hier après-midi, à l'occasion d'une cérémonie commémorative de la Journée nationale de l'étudiant, organisée au siège national du parti par l'Alliance du renouveau étudiant national (AREN), et contrairement à ce que plus d'un pense, le FLN demeure la première force politique du pays à l'issue des dernières élections législatives.

«La victoire, ce sont les plus de 1 700 000 voix d'électeurs qui ont voté FLN», a-t-il dit, expliquant le recul du parti en terme de récolte de sièges parlementaires par la nouvelle loi électorale (43 sièges en moins par rap-

port aux élections législatives d'il y a cinq ans).

«En 2012, les listes qui n'obtenaient pas 7% des voix exprimées n'étaient pas admises à la répartition des sièges conformément à l'ancienne loi électorale. D'où la cagnotte de 207 sièges de députés arrachés mais le 4 mai dernier, ce seuil a été ramené à 5% par la loi organique n°16-10 du 25 août 2016 portant régime électoral (article 86). Ajoutez à cela le nombre important de partis ayant pris part à ces élections», a-t-il affirmé.

Et à Ould-Abbès de relever également le contexte de ces élections législatives marquées du sceau de «nombreuses



Djamel Ould Abbès.

attaques de la part de gens qu'il ne nommera pas et qui, selon lui, agissaient à partir de salons, via les médias».

Sur un autre registre, le secrétaire général du FLN n'en démord décidément pas en per-

sistant à cultiver l'amalgame entre l'Etat et le parti FLN. «Le FLN est le dépositaire de l'Etat algérien et ceux qui n'y croient pas n'ont qu'à lire au bas du document portant accord d'Evian pour voir que celui-ci a été para-

phé, côté algérien, par le représentant du FLN, Krim Belkacem, fils d'Aït-Yahia-Moussa en Kabylie», a-t-il dit.

Considérant que le FLN est la «colonne vertébrale de l'Etat», Ould-Abbès a affirmé que tant le FLN va bien, l'Algérie va bien également», répondant à ceux qui lui reprochent son soutien sans cesse renouvelé au président de la République : «Oui je fais de la brosse au Président et j'assume. Bouteflika d'argaz (un homme)», a-t-il dit.

Et à ceux qui lui reprochent d'avoir affirmé que le FLN allait encore gérer les affaires du pays cent ans, Ould-Abbès a répliqué que cela n'était aucunement une honte et c'était pour «pimenter» la campagne électorale qui était, à ses yeux, «morne» et «réveiller» les concurrents.

M. K.

LE MAIRE DE TIZI-OUZOU QUITTE LE PARTI

Un autre coup de tonnerre au RCD

Abdelouahab Aït Menguellet, le premier magistrat de la commune de Tizi-Ouzou, une des plus «sensibles» du pays tant les courants qui la traversent emportent souvent ceux qui s'y aventurent, a annoncé, hier, sa démission du RCD, parti au sein duquel il a milité depuis le tout début des années quatre-vingt dix.

Un coup de tonnerre d'une résonance telle que si l'on doit se fier à certaines indiscretions, cela risque fort de donner des idées à d'autres militants de l'incontournable représentation du RCD au chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou. «Il y a des moments dans la vie où l'on est contraint de prendre des résolutions parfois cruelles.»

C'est ainsi que l'édile et désormais ex-militant du RCD a annoncé sa démission devant les journalistes auxquels il a fait part de «cet acte solennel» qu'il a voulu à la hauteur de la gravité de la décision, dit-il. Sans trop vouloir se justifier ni s'adonner à la polémique, Aït Menguellet a voulu adresser son faire-part exclusivement «aux militants dévoués du RCD» et à «(ses) concitoyens qui m'ont élu à la magistrature municipale de la commune la plus symptomatique d'Algérie». A ceux-là et uniquement à eux, tient-il à préciser, il estime devoir des justifications car «conscient de l'obligation morale» qu'il leur doit. Si sa fidélité aux idées et aux hommes – ce sont ses mots – était jusque-là sans faille, à l'instar de celle de milliers de militants à la sincérité et à l'engagement avérés, le président de l'APC de Tizi-Ouzou a décelé «des comportements et attitudes inappropriés et déviationnistes à plus d'un titre dont se sont rendus coupables, ces derniers temps, ceux qui étaient censés en être les objectifs».

Puis, pour poursuivre l'énumération des raisons ayant fait qu'il coupe les liens avec le RCD, Abdelouahab Aït Menguellet prend l'exemple du moment «lorsque le choix de la représentation des citoyens au Parlement», autrement dit, l'établissement de la liste des candidats à l'APN, s'est entaché de «puérilité et d'accommodements». Et de poursuivre : «Lorsque des

connivences et des égoïsmes s'entrelacent, et des appétits s'avivent, lorsqu'on commue une défaite cinglante en un moment de festolement, lorsqu'on adopte une attitude sélective et dédaigneuse...» cela résonne comme «un reniement des valeurs originelles du Rassemblement», juge le maire de Tizi-Ouzou. En tous les cas, pour ce dernier, l'espace de la pratique politique s'est inexorablement aminci, devenant «l'apanage de quelques illuminés». Le tout sans vouloir nommer quiconque parmi ces «illuminés». Aux interrogations des journalistes, le premier magistrat de la commune parmi les

plus pénibles à administrer du pays, et militant sans doute pas de ceux qui pèsent (désormais pesaient) le moins au RCD, balaye d'un revers l'argument selon lequel cette démission serait liée au fait qu'il n'ait pas été retenu parmi les candidats à la députation. «Avant les législatives, j'aurais pu accepter la proposition d'être sénateur lorsque celle-ci m'avait été faite ; d'ailleurs, des élus d'autres partis m'avaient assuré de leur concours...», argue le maire de Tizi-Ouzou avant de lâcher : «Les listes confectionnées grâce aux sacs d'argent, je ne suis pas d'accord. Il y a des militants plus méritants et plus à

même d'être candidats à l'Assemblée nationale.» Pour ensuite insister à mettre sa démission sur le compte de la trahison, mot qu'il n'utilisera pas toutefois, des idéaux du Rassemblement dans lequel il a milité pendant vingt-huit ans. Ainsi, après Nordine Aït Hamouda, l'année dernière, c'est une autre figure de proue du RCD qui vient allonger la liste des cadres ayant décidé de couper les ponts avec leur parti, à l'instar de ces milliers de voix qui lui ont fait défaut pour se contenter d'un peu plus de 18 000 lors des législatives d'il y a deux semaines.

A. M.

AFFAIRES RELIGIEUSES

Mohamed Aïssa veut un malékisme plus offensif

Lors de la conférence de presse qu'il a donnée dans le cadre du colloque sur le rite malékite qui s'est tenu mardi et mercredi derniers, ayant pour thème «le renouvellement du dogme de Malek Benou Anis», le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aïssa, a souligné «toute l'importance de lever toutes les contraintes qui empêchent les musulmans en général et les Algériens en particulier d'assimiler les préceptes que prône ce rite dans le nord de l'Afrique, le Maghreb, le Moyen-Orient et l'Asie», dit-il.

Selon le ministre, on s'est rendu compte que les fondements de ce rite ne sont pas assimilés, ce qui crée un manque d'ancrage de ce rite chez les jeunes, notamment un vide référentiel exploité par des sphères dont l'objectif est la déstabilisation des peuples musulmans en distillant par tous les canaux des technologies modernes de communication et dont le but est de semer la «fitna» et de pousser les jeunes à s'engager dans des combats fratricides, dans des armées de Daesh et autre Boko Haram qui prend en otage des femmes pour en faire des esclaves, rappelle le ministre.

Sa déclaration de presse a été une sorte d'aveu que son département est en retard d'une guerre. Il enjoint à tous les responsables d'utiliser tous les canaux de communication pour éclairer les préceptes de ce rite, de faciliter son assimilation, de le mettre à la portée de compréhension de tous, et en tous lieux.

Sur le plan pratique, il préconise une réécriture des textes pour plus d'accessibilité aux concepts justes et non dévoyés par ceux qui se posent et s'imposent comme de nouveaux prophètes.

Il préconise également, toujours sur le plan pratique, de se



Mohamed Aïssa.

pencher sur les programmes scolaires, les manuels, les choix des supports, les méthodes d'enseignement, l'aspect didactique, un message donc très net qu'il envoie au ministère de l'Education nationale.

A une question sur la poussée de la nébuleuse Ahmadia, le ministre dira : «Nous n'avons fait qu'appliquer les textes de la législation en vigueur inscrite dans les différents codes dans le respect des droits de l'Homme.»

A ce sujet, il ajoute : «Nous avons mobilisé nos services de

sécurité, nos instances judiciaires et tous les personnels de notre secteur et à l'heure actuelle, le danger et la nuisance potentielle de ce mouvement sont écartés.»

Dans son allocution, on a ressenti la nécessité pour son département de rattraper le retard abyssal dans la communication.

A ce sujet, le ministre a promis, avant la fin de cette année, la mise sur pied d'un observatoire sur le rite malékite qui sera présidé par un conseil scientifique.

Karim O.